



LES « DASTUCES » DE LA SEMAINE

DU 21 AU 27 OCTOBRE 2013

AÉRONAUTIQUE

« Airbus A350-900 : certification en septembre 2014 »

Airbus espère obtenir le certificat de type de l'A350-900 dans le courant du mois de septembre 2014, après la réalisation d'un total de 2500 heures d'essais en vol.

« Airbus pourrait revoir sa stratégie sur l'A380 »

Après une chute des commandes du très gros porteur Airbus n'exclut pas de réduire la production du plus gros avion du monde en attendant une reprise économique mondiale.

« Temps de vol et de repos : le Parlement européen valide les règles de l'AESA »

Malgré le vote négatif des eurodéputés de la commission Transports du Parlement européen le 30 septembre dernier, le Parlement européen a validé le texte relatif aux limitations des temps de vol et de repos des équipages

« Inde : le projet de compagnie de TATA Sons et SIA obtient l'aval du FIPB »

Le Foreign Investment Promotion Board a donné son feu vert pour la création d'une nouvelle compagnie en Inde. Ce projet s'inscrit dans la politique de libéralisation du ciel indien.

« Crash du Concorde : la relaxe définitive du dernier prévenu clôt le dossier »

La cour d'appel de Versailles a refermé jeudi le dossier du crash du Concorde en décidant de ne pas rejurer Jacques Héroubelle, ex-employé d'Aérospatiale et dernier prévenu dans l'affaire, dont la relaxe devient définitive, a annoncé son avocat.

SPATIAL

« Thales confirme ses prévisions pour 2013 »

Jean-Bernard Lévy, président-directeur général de Thales vient de dévoiler ses résultats partiels pour

les neuf premiers mois de 2013 et confirme sa cible d'une hausse de 5 à 8 % de son résultat opérationnel courant sur l'année entière.

« DirecTV : nouveau contrat pour Astrium »

Astrium annonce la notification d'un nouveau contrat par la société américaine DirecTV Latin America pour réaliser le dernier-né de sa flotte de satellites de télécommunications.

« Debris-control Report Card Cites Improvement by Geo Sat Owners »

Five satellites in geostationary orbit owned by the governments of the United States, China, India and Indonesia were retired in 2012 into too-low orbits that did not meet internationally accepted debris mitigation guidelines, according to an annual assessment by European experts using U.S., Russian and European data.

« Debris May Be Issue as Fuel-depleted GOCE Moves Toward Early November Re-entry »

Europe's GOCE gravity measurement satellite ran out of fuel Oct. 21 and will be pulled into the atmosphere in about two weeks, from where it will be tracked by ground radars to monitor any pieces that might survive and hit Earth.

« Le télescope spatial Planck désactivé »

Le satellite de l'ESA, en fin de mission, vient d'être désactivé par les contrôleurs du centre d'opérations de Darmstadt (All) mettant ainsi un terme aux activités d'une « machine à remonter le temps » à laquelle le CNES avait contribué.

« Fin de mission pour GOCE »

Le satellite de l'ESA qui mesure les variations de la gravité terrestre depuis 2009 a terminé sa mission ce lundi 21 octobre 2013, après avoir épuisé ses réserves de carburants. Il devrait s'abîmer dans l'atmosphère dans les 3 semaines qui viennent.

EXPORT CONTROL



1. Pourquoi est-ce une matière récente ?

Cette conscience s'est étendue et s'est accrue au cours des vingt dernières années dans le contexte d'une paix internationale menacée par des Etats ou par des entités ou groupes d'individus liés au terrorisme.

Ces derniers sont d'autant plus difficiles à identifier et à localiser qu'il est nécessaire de contrôler et de suivre les biens de leurs fabrications à leur consommation finale.

2. Quels sont les Etats ou entités concernés par ce contrôle renforcé des exportations ?

Certains pays ou entités sont sous embargo (interdiction des exportations) et d'autres sous restrictions (soumis à des autorisations strictes) d'origines américaines et / ou européennes :

- Pays sous embargo : Afghanistan, Angola, Azerbaïdjan, Biélorussie, Birmanie (Myanmar), Chine, Chypre, Corée du Nord, Côte d'Ivoire, Cuba, République Démocratique du Congo (Zaïre), Erythrée, Ethiopie, Haïti, Iran, Irak, Liban, Liberia, Lybie, Rwanda, Somalie, Soudan, Syrie, Venezuela, Vietnam, Yémen, Zimbabwe.
- Entités sous embargo : Al Qaeda et organisations ou individus associés, Taliban, DRC (NGF).
- Pays sous restriction : Albanie, Arménie, Bahrayn, Cambodge, Chine, Egypte, Géorgie, Inde, Israël, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Kirghizstan, Laos, Macao, Moldavie, Mongolie, Oman, Pakistan, Qatar, Russie, Arabie Saoudite, Taiwan, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine, EAU, Ouzbékistan.

3. Pourquoi doit-elle être constamment révisée ?

C'est une matière qui est en perpétuel changement afin de s'adapter aux avancées technologiques et à l'évolution des politiques intergouvernementales.

4. Que se passerait-il s'il n'y avait pas de contrôle des exportations ?

- Avantages certains : les nations de la planète seraient placées sur un pied d'égalité et auraient

toutes accès aux technologies nucléaires, chimiques, balistiques et biologiques.

- Inconvénients flous : voire même inquiétants (que feraient des Etats en guerre ou un terroriste en possession d'une arme de destruction massive ?)

TÉLÉCOMMUNICATIONS

« Avis destinés à orienter les politiques publiques ayant trait à l'Internet »

Les six Avis non contraignants portant sur la gouvernance de l'Internet adoptés lors du cinquième Forum mondial des politiques de télécommunication et des technologies de l'information et de la communication (FMPT 13).

« Réduire l'écart en matière de normalisation dans une optique de développement durable »

L'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT-12), organisée par l'UIT à Dubaï en novembre 2012, a reconnu que les technologies de l'information et de la communication (TIC) jouent un rôle vital pour faire face à des problèmes, et a lancé un appel en faveur d'une participation accrue des pays en développement aux travaux internationaux de normalisation.

« Le partenariat IUT-IMPACT pour renforcer les capacités de la région des Etats Arabes en matière de cyber sécurité »

« Les principaux résultats pris par le Conseil en 2013 et le rappel des défis à venir »

« L'importance des points d'échange internet pour améliorer la connectivité »

« Les avis et les décisions de l'ARCEP du 18 octobre au 25 octobre 2013 »

« L'actualité l'ARCEP concernant la régulation, la téléphonie mobile, les télécoms, les stratégies des opérateurs en France et à l'international, internet, le secteur postal »